



## **MÉMOIRE**

Analyse de l'opportunité pour l'agglomération de Montréal de se doter d'un conseil des politiques alimentaires

Présenté par : la Table de Concertation Jeunesse Lachine et le Groupe de travail en sécurité alimentaire de Lachine

Présenté à : la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

*Octobre 2015*

# SOMMAIRE

Introduction .....	page 3
1. Les partenaires.....	page 4 à 5
2. Le Système alimentaire lachinois : une démarche concertée.....	page 6
3. Analyse sur l'opportunité de se doter d'un conseil des politiques alimentaires (CPA) montréalais.....	page 7 à 12
3.1. Réflexions autour de la pertinence de se doter d'un CPA montréalais.....	page 7 à 9
3.2. Valeurs ajoutées d'un CPA montréalais pour les citoyennes et les citoyens.....	page 9
3.3. Rôle d'un CPA montréalais.....	page 10
3.4. Recommandations sur le modèle le plus approprié et l'instance à laquelle le CPA montréalais devrait être rattaché.....	page 10 à 11
3.5. Enjeux prioritaires d'un CPA Montréalais.....	page 11 à 12
3.6. Ressources requises afin d'assurer les activités d'un futur CPA montréalais...	page 12
3.7 Contribution du système alimentaire lachinois au CPA montréalais.....	page 12
Conclusion.....	page 13
Annexe : le Système alimentaire lachinois	

## **Introduction**

Le présent mémoire est issu d'une réflexion collective entre différents acteurs concernés par les enjeux de sécurité alimentaire, de saine alimentation et de santé pour la population de Lachine. La Table de Concertation Jeunesse Lachine (TCJL) et le Groupe de travail en sécurité alimentaire de Lachine (GTSAL), deux tables de concertations locales de l'arrondissement Lachine, souhaitent contribuer à la réflexion de la Commission de développement sociale et la diversité montréalaise de se doter d'un conseil des politiques alimentaires pour l'agglomération de Montréal.

Ce mémoire présente le contexte de concertation entre les deux instances mobilisées ainsi que le Système Alimentaire Lachinois (SAL), une démarche novatrice de collaboration intersectorielle qui se déploie présentement. Il expose également les recommandations que nous avons en lien avec la création d'un conseil des politiques alimentaires pour que celui-ci puisse favoriser le développement d'initiatives locales et régionales.

## 1. Les partenaires

Ce présent mémoire est le fruit d'une réflexion conjointe de la Table de Concertation Jeunesse Lachine (TCJL) et le Groupe de travail en sécurité alimentaire de Lachine (GTSAL) afin de doter la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise de nos recommandations pour la mise en place d'un Conseil des politiques alimentaires.

### *La Table de Concertation Jeunesse de Lachine (TCJL)*

La Table de Concertation Jeunesse Lachine a pour mission de déployer des actions complémentaires et concertées sur le territoire de Lachine afin de développer la santé, le bien-être et la réussite éducative des jeunes. Pour ce faire, elle regroupe une quinzaine de membres qui agissent concrètement dans une perspective d'empowerment des jeunes de 0 à 25 ans et de leur famille : écoles primaires et secondaires, institutions municipales et de la santé et organismes communautaires.

Les actions de la TCJL se déclinent en cinq axes d'intervention dont celui de «l'accompagnement vers l'adoption d'habitudes et de comportements alimentaires sains». Elle développe une série de projets pour augmenter le niveau de compétences culinaires des jeunes; valoriser le rôle des parents à l'égard de la saine alimentation de leurs enfants et améliorer l'accessibilité physique et économique à des aliments sains.

La liste des membres :

	Nom	Domaines d'intervention
INSTITUTIONNELS	Arrondissement de Lachine	Culture, sports, loisirs et développement social
	CIUSSS Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal (Centre Jeunesse de Montréal)	Services psychosociaux, de réadaptation et d'intégration sociale, services en matière de placement d'enfants ..., d'expertise à la Cour supérieure et de médiation familiale
	CIUSSS Ouest-de-l'Île-de-Montréal	Santé générale, sexualité (contraception, ITSS), grossesse, toxicomanie, services sociaux
	RETAC / CSMB	Éducation
	SPVM	Sécurité et protection
COMMUNAUTAIRES	Camp de jour le Phoenix de Lachine	Camp de jour et service de garde
	CJE de Marquette	Insertion sociale et professionnelle, entrepreneuriat
	COVIQ	Activités culturelles, éducatives et sportives, de sensibilisation, d'information et de prévention, services d'écoute, de référence, d'accompagnement et d'intervention
	CUMULUS	Prévention des toxicomanies et intervention
	GRAMÉ	Promotion du développement durable, protection de l'environnement, gestion de l'environnement
	Maison des jeunes L'Escalier	Activités culturelles, éducatives et sportives, de sensibilisation, d'information et de prévention, d'accompagnement et d'intervention
	Le Parados Inc.	Sensibilisation et intervention en violence conjugale
Relais Populaire	Ateliers culinaires, services de repas dans les écoles, entrepreneuriat, formation spécialisée	
§	Québec en Forme	Saines habitudes de vie

### *Le Groupe de travail en sécurité alimentaire de Lachine (GTSAL)*

Le Groupe de travail en sécurité alimentaire de Lachine (GTSAL) a pour mission de créer un lieu favorisant l'échange entre les différents organismes travaillant et/ou s'intéressant aux enjeux touchant l'alimentation à Lachine.

#### Objectifs généraux du GTSAL :

- Être un lieu de concertation et de développement en sécurité alimentaire à Lachine ;
- Être un lieu d'échange entre les différents organismes travaillant et/ou s'intéressant à la sécurité alimentaire à Lachine.

#### Objectifs spécifiques du GTSAL :

- Approvisionnement : être un lieu de concertation sur les modes d'approvisionnement alimentaire des partenaires.
- Transformation : S'assurer que les méthodes d'hygiène et de salubrité soient bien comprises.
- Saine alimentation : Promouvoir les bienfaits d'une saine l'alimentation.
- Accessibilité : Augmenter l'accessibilité aux denrées alimentaires.
- Enjeux politiques : Avoir une influence sur les divers enjeux en sécurité alimentaire.
- Enjeux politiques : Avoir une influence sur les divers enjeux en sécurité alimentaire.

#### La liste des membres :

	Nom	Domaines d'intervention
INSTITUT IONNELS	Arrondissement de Lachine	Culture, sports, loisirs et développement social
	CIUSSS Ouest-de-l'Île-de-Montréal	Santé générale, services sociaux
COMMUNAUTAIRES	Carrefour d'Entraide	Ateliers culinaires, cuisines collectives, sécurité alimentaire
	Centre multi-ressources de Lachine	Favoriser l'autonomie et l'intégration des personnes résidentes de Lachine confrontées à des situations d'isolement
	COVIQ	Activités culturelles, éducatives et sportives, de sensibilisation, d'information et de prévention, services d'écoute, de référence, d'accompagnement et d'intervention
	GRAME	Promotion du développement durable, protection de l'environnement, gestion de l'environnement
	L'œuvre Soupe Maison	Sécurité alimentaire, plats préparés
	Marché Saint-Pierre	Épicerie (économie sociale), cuisines collectives et d'urgence, cours culinaires
	Revitalisation Saint-Pierre	Revitalisation urbaine intégrée, faciliter et coordonner la mise en œuvre des initiatives, projets dans le quartier Saint-Pierre
	Relais Populaire	Ateliers culinaires, services de repas dans les écoles, entrepreneuriat, formation spécialisée
	Société Saint-Vincent-de-Paul de Saint-Pierre-aux-Liens	Sécurité alimentaire, dépannage d'urgence

## **2. Le Système alimentaire lachinois : une démarche concertée**

Le Système Alimentaire Lachinois (SAL) est d'abord un outil de référence collectif et évolutif. La démarche permettant l'émergence de cet outil a débuté en 2014 et est née d'un souhait partagé par les membres du GTSAL et de la TCJL voulant qu'il y ait le déploiement de différentes actions entourant l'alimentation sur le territoire de Lachine.

Ce projet, inspiré du Système Alimentaire Montréalais (SAM), permet une réflexion en profondeur sur les enjeux locaux, mais surtout la mise en place de nouvelles initiatives suite aux constats qui en découlent.

Les objectifs de ce projet sont :

- Avoir une compréhension globale et commune des composantes du système alimentaire sur le territoire de Lachine;
- Mettre en lumière les points de convergence et d'actions complémentaires et faciliter les interrelations entre ces actions;
- Développer des initiatives collectives et intersectorielles pour répondre aux enjeux que présente le système.

Dans un premier temps, un portrait des services et activités offerts a été dressé en fonction de neuf composantes (voir document en annexe) : Agriculture urbaine; Approvisionnement; Transformation et distribution; Saine alimentation; Sécurité alimentaire; Accessibilité alimentaire; Enjeux politiques; Réduction du gaspillage alimentaire et des déchets; Arrimage avec les concertations du territoire.

Ce portrait n'a pas la prétention d'être exhaustif puisqu'il se concentre principalement sur les zones où le milieu pense avoir un pouvoir d'agir. Il permet toutefois de comprendre la diversité des actions et les dynamiques du milieu.

Dans un deuxième temps, les membres de communauté ont participé à une assemblée qui avait pour objectifs de partager les enjeux qui les préoccupent et d'identifier les espaces où ils peuvent être impliqués à la mesure de leurs capacités et de leur mission. Trois solutions ont été priorisées et seront développées grâce à trois chantiers :

1. Appuyer les intervenants dans l'organisation de visites en épiceries ou le développement de stratégies d'éducation en lien avec le choix des aliments;
2. Développer des outils d'éducation et de sensibilisation pour les organismes et/ou les institutions en lien avec la réduction des déchets alimentaires;
3. Développer des solutions d'approvisionnement alternatives pour les organismes

Chacun des chantiers sera constitué des acteurs clés de la communauté en lien avec ses objectifs. Ils seront lancés à l'automne 2015.

### **3. Analyse sur l'opportunité de se doter d'un conseil des politiques alimentaires (CPA) montréalais**

Cette partie présente nos recommandations adressées à la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise pour se doter d'un conseil des politiques alimentaires montréalais.

#### 3.1 Réflexions autour de la pertinence de se doter d'un CPA montréalais

##### *Un portrait inquiétant pour la sécurité alimentaire des Lachinois et des Montréalais*

Selon le cadre de référence du Ministère de la santé et des services sociaux lui-même inspiré de la définition de l'OMS, la sécurité alimentaire signifie que : « toute une population ait accès, en tout temps et en toute dignité, à un approvisionnement alimentaire suffisant et nutritif, à coût raisonnable et acceptable aux points de vue social et culturel, que les individus aient un pouvoir d'achat adéquat et qu'ils aient accès à une information simple et fiable qui confère des habiletés et qui permet de faire des choix alimentaires éclairés ».

À Lachine, l'accès économique et physique aux aliments sains est un enjeu réel auquel sont confrontées de nombreuses organisations travaillant auprès de populations jugées vulnérables. Cette préoccupation est corroborée par des études mettant en relief que des déserts alimentaires sont présents dans les secteurs où le portrait socio-économique est inquiétant<sup>1</sup>. En 2015, une analyse des habitudes alimentaires des Lachinois dans des secteurs jugés vulnérables a été réalisée<sup>2</sup>. Cette enquête avait pour but de connaître :

1. Les habitudes d'achat alimentaire et de consommation de fruits et légumes des résidents de Lachine;
2. La fréquentation des rues commerciales de Lachine;
3. Les moyens de transports utilisés;
4. L'opinion des résidents quant à différentes solutions visant à faciliter l'accès aux fruits et légumes;
5. La satisfaction et l'impact du Marché Saint-Pierre.

Les conclusions de cette analyse pour Lachine confirmaient, d'une part, les études de la Direction de la santé publique concernant la mobilité plus limitée des gens à faible revenu, d'autre part, que les gens à faible revenu sont plus dépendants des commerces qui se trouvent dans leur quartier immédiat et sont plus nombreux à ne pas consommer quotidiennement des fruits et légumes en plus d'être plus fortement influencés par le prix des aliments dits santé.

---

<sup>1</sup> Étude sur l'accès aux aliments santé à Montréal-Regard sur le territoire du CSSS Dorval-Lachine-LaSalle. Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. 2014

<sup>2</sup> Analyse des habitudes alimentaires des Lachinois du programme Dans mon coin, on mange sain, GRAME, Revitalisation Saint-Pierre, 2015

### *Environnements favorables et rôle des municipalités*

Les membres de la TCJL et du GTSAL adhèrent aux principes qui favorisent la transformation des environnements (physique, socioculturel, politique et économique) pour qu'ils deviennent favorables à la saine alimentation des individus. C'est par la transformation des environnements, qui influencent les individus, que nous pouvons espérer atteindre des résultats durables et généralisés.

Les municipalités ont un grand rôle à jouer dans la transformation de ces environnements, notamment au niveau de l'environnement bâti qui influence le gain de poids de la population par l'exposition trop importante à des aliments malsains, par exemple, ou par le manque d'accès à des produits frais.

Les avenues que peuvent emprunter les municipalités pour améliorer l'environnement alimentaire sont diversifiées et ne se résument pas à la simple interdiction (qui demeure toutefois une option). Elles peuvent :

- limiter ou contraindre les commerces de restauration rapide dans les zones scolaires;
- faciliter l'établissement d'épiceries de proximité et de marchés publics;
- aménager des pistes cyclables et des chemins piétonniers sécuritaires pour faciliter l'accès aux commerces alimentaires de proximité;
- utiliser des incitatifs financiers pour encourager l'implantation ou la préservation de commerces offrant des aliments sains;
- soutenir la création de jardins communautaires et collectifs;
- appuyer la mise en place de marchés de producteurs maraîchers et de marchés ambulants;
- etc.

### *Besoins de concertation, d'arrimages et de cohésion*

Depuis de nombreuses années déjà, les organismes qui œuvrent pour la sécurité alimentaire, la saine alimentation et la santé à l'échelle montréalaise reconnaissent le manque généralisé de ressources financières dans la mise en œuvre et la pérennité de leurs projets.

Les manques à combler se traduisent également par un manque de cohésion au niveau des politiques dans la mise en place des projets et initiatives en alimentation et de l'insuffisance du plaidoyer auprès des décideurs œuvrant au sein de l'appareil municipal. Or, il est reconnu que le milieu communautaire représente un terrain fertile et innovant, possédant l'expertise nécessaire lui permettant d'assurer le développement des communautés et répondre aux besoins des populations. Toutefois, ce développement est trop souvent soumis à des contraintes de financement, de réglementations inadéquates ou contraignantes, empêchant ou limitant leurs interventions.



La démarche de consultation publique de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise pour se doter d'un CPA montréalais : est une belle preuve d'ouverture du milieu municipal pour que les citoyens, les organisations et les institutions travaillent ensemble sur un mode de concertation et de collaboration approprié pour structurer davantage les initiatives en alimentation.

Utilisé comme levier, un CPA devrait se développer dans un souci de partage, de réseautage et d'uniformisation des politiques alimentaires. En effet, il existe plusieurs directions, services, politiques à la Ville de Montréal qui touchent à la question des enjeux alimentaires. Cependant, une zone de «flou» apparaît au niveau de l'uniformisation des réglementations à l'échelle du territoire montréalais. Par exemple, la réglementation en termes de zonage en ce qui concerne la détention de ruches, les marchés ambulants sont autorisés dans certains arrondissements et interdit dans d'autres.

Dans un souci de cohérence et de facilitation, il importe de mettre en œuvre un CPA afin de faire un éclairage et de créer une structure intersectorielle pouvant joindre les intérêts et besoins des acteurs œuvrant sur cette thématique.

En réponse aux besoins des organismes, le CPA serait un outil de référence pour les décideurs et pour les acteurs du milieu. Le CPA représente une opportunité d'arrimer les différentes visions des parties prenantes, les programmes et les actions qui sont actuellement en cours, afin d'uniformiser le discours autour de la question alimentaire montréalaise.

### 3.2. Valeurs ajoutées d'un CPA montréalais pour les citoyennes et les citoyens

Les porteurs d'initiatives en saine alimentation sont confrontés à des contraintes de réglementations et de financement pour le déploiement, la mise en place et la pérennité de leurs actions.

Un CPA agit dans le milieu comme un vecteur de développement et doit intégrer dans sa vision les avantages économiques inhérents à l'alimentation (ex : les entreprises d'économie sociale qui en découlent, les commerces de proximités dans les quartiers, les producteurs de la zone périurbaine, etc.).

Un CPA deviendrait une instance qui valoriserait la démocratie participative en donnant une voix aux citoyens, et en leur permettant d'encadrer leur pouvoir d'agir pour le déploiement de politiques.

### 3.3. Rôle d'un CPA montréalais

#### *Recommandation et facilitation*

L'objectif ne serait pas d'ajouter une instance de concertation supplémentaire pour alourdir davantage le fardeau de responsabilités des différents organismes mais bel et bien de doter l'agglomération d'une ressource ayant un pouvoir de recommandation, de facilitation et d'accompagnement autour des questions règlementaires et de la recherche de financement. Il est important que des acteurs du milieu communautaire, premiers témoins des réalités terrain, des fonctionnaires de la ville et des leaders chevronnés portant le flambeau de la question alimentaire, siègent sur le CPA.

Si de nouveaux programmes de financement voient le jour, le CPA devrait être en mesure de pouvoir éclairer et orienter les décideurs. Afin que le financement puisse être distribué équitablement, selon les réels besoins et réalités des «demandeurs de fonds».

#### *Modèle d'échelle*

Le CPA doit être multi-échelles et multi-niveaux afin d'adapter ces interventions aux réalités locales mais également assurer une connexion et une articulation entre l'agglomération et le régional. On doit reconnaître l'importance de créer un lieu où seront représentées les réalités de chacun afin de prendre des décisions éclairées et mieux adaptées.

#### *Appui local*

La présence de décideurs politiques au sein du CPA favoriserait une meilleure compréhension des enjeux et réalités locales en lien avec l'alimentation. Cette reconnaissance pourrait alors faciliter la mise à terme de projets au niveau local.

Exemple concret : À Lachine, la réglementation ne facilite pas le projet de marchés ambulants. Pour avoir lieu, ces derniers doivent obtenir des dérogations municipales qui sont longues et contraignantes à acquérir. Le CPA pourrait aider à la révision des zonages ou faciliter l'obtention des dérogations.

### 3.4. Recommandations sur le modèle le plus approprié et l'instance à laquelle le CPA montréalais devrait être rattaché

À l'heure actuelle, le SAM, qui relève du Plan de développement d'un système alimentaire durable et équitable de la collectivité montréalaise, ne possède aucun pouvoir règlementaire. Il n'a donc pas de pouvoir législatif lorsque celui-ci émet des recommandations et des réglementations. Il serait justifié que le futur CPA, peu importe sa structure, ait un pouvoir et un leadership politique législatif.

Cette structure devrait également permettre d'uniformiser et améliorer le cadre réglementaire actuel de la Ville et de ses arrondissements (zonage, règlements d'urbanisme, politiques sociales et économiques, etc.).

Au contraire des villes nord-américaines qui ont mis sur pieds des CPA, la santé publique n'est pas une compétence municipale. Ainsi, la Ville doit réfléchir à la meilleure façon d'intégrer cette instance à la structure municipale.

### 3.5. Enjeux prioritaires d'un CPA Montréalais

La sécurité alimentaire est associée à de nombreux facteurs sociaux, économiques et politiques. Afin d'y parvenir, il est donc important que le CPA ait une représentation adéquate ces enjeux : développement durable, lutte à la pauvreté, santé publique, agriculture urbaine, entrepreneuriat, production et offre alimentaire, etc.

Selon le contexte Lachinois, un des principaux enjeux demeurent dans l'accès physique et économique aux fruits et aux légumes.

L'approvisionnement et la distribution constituent également des enjeux majeurs à Lachine.

#### *Exemple du Marché Saint-Pierre*

Il est difficile d'obtenir des fruits et légumes frais et abordables via le système d'approvisionnement actuellement en place. Pour répondre à cette problématique, le Marché Saint-Pierre tente depuis 2014 à mettre en place un service d'approvisionnement alternatif de fruits et de légumes. À travers cette collaboration avec une demi-douzaine d'organismes du grand sud-ouest montréalais, certains de ces organismes se sont regroupés avec d'autres projets alimentaires afin d'échanger sur leurs besoins et défis en terme d'approvisionnement. Depuis que ce partenariat informel a pris forme, Revitalisation Saint-Pierre a été nommé porteur d'un projet régional dans le cadre du Système alimentaire montréalais (SAM) afin d'évaluer le réseau régional d'approvisionnement pour les initiatives solidaires et les réseaux alternatifs de Montréal. Nous espérons que la création de systèmes d'approvisionnement propres aux contextes locaux, inscrits dans une dynamique régionale, pour un système alimentaire juste et fort, permettra de répondre davantage aux besoins des populations de Montréal, en considérant particulièrement les plus défavorisées.

L'intégration du secteur privé constitue également un enjeu important. Il presse d'entamer la réflexion sur la possibilité de faire ressortir les convergences et points communs qui existent entre le secteur privé et public pour développer des partenariats adaptés aux besoins de chacun. Cette collaboration pourrait prendre différentes formes : instaurer des réglementations permettant de créer des circuits-courts et faciliter la valorisation alimentaire des produits, créer des ouvertures avec l'industrie et les différentes chaînes d'épicerie, offrir des incitatifs pour le démarrage et le soutien aux entreprises d'économie sociales et aux entreprises qui œuvrent en alimentation, etc.

### 3.6. Ressources requises afin d'assurer les activités d'un futur CPA montréalais

Le SAM pourrait assurer la transition lors de la phase de démarrage du CPA mais des leaders forts doivent être à la tête du conseil pour porter l'action à un autre niveau et soutenir les initiatives locales à l'échelle montréalaise.

Il nous semble primordial d'avoir une ou plusieurs ressources dédiées au CPA qui travailleraient en collaboration avec un comité concerté, comme c'est le cas à Toronto. Ces ressources auront la responsabilité de réaliser les mandats qui leur sont donnés par le CPA. Par exemple, faire affaire avec les différents services de la Ville, s'occuper de la concertation avec les arrondissements, faire de la recherche et du développement.

Leur travail pourra favoriser l'appui des décideurs à tous les niveaux et améliorer la compréhension des différents enjeux autour de l'alimentation auprès des représentants de l'appareil municipal.

### 3.7 Contribution du système alimentaire lachinois au CPA montréalais

En vue de la création d'un éventuel CPA, nous nous engageons à assurer une entière collaboration et une participation active au sein du CPA.

Le Système alimentaire Lachinois et le Système alimentaire montréalais actuels possèdent tous deux des réseaux d'organismes mobilisés et actifs autour des questions alimentaires. Ces réseaux déjà établis représentent une expertise, une force de rayonnement et un pouvoir de mobilisation acquis dans certains milieux. Cet effet de synergie du réseau local pourrait être mis à contribution en support ou à titre de référence auprès des membres du futur CPA.

Dans un objectif de rayonnement, nous sommes également en mesure de diffuser tout ce qui se passe au sujet du CPA dans nos réseaux locaux, notamment par le biais de l'infolettre de notre table de quartier, Concert'Action, et les journaux et bulletins communautaires présents dans notre arrondissement.

Plusieurs organismes à Lachine ont acquis une grande expertise et sont disponibles en tout temps pour la transmettre au CPA, comme le marché Saint-Pierre par exemple.

## **Conclusion**

À la lumière des réalités exposées, il nous semble évident que la création d'un conseil des politiques alimentaires montréalais représente un pas important dans l'obtention d'un meilleur arrimage et d'une plus grande cohésion entre les initiatives et les réglementations en matière d'alimentation.

Les municipalités ont un grand rôle à jouer pour favoriser la sécurité alimentaire et la saine alimentation de sa population. Pour ce faire, nous pensons que le conseil des politiques alimentaires montréalais devra réunir des décideurs et avoir un pouvoir au niveau de réglementations harmonisées.

La Table de Concertation Jeunesse Lachine et le Groupe de travail en sécurité alimentaire de Lachine sont prêts à contribuer activement dans le développement de cette nouvelle instance afin de faire reconnaître l'apport et l'expertise des organismes communautaires locaux dans le développement de la sécurité alimentaire de leur communauté.